

# L'Aénairien de Haute - Corse



Association Nationale de Retraités - Groupe de Haute-Corse

17 Avenue Jean Zuccarelli, 20295 BASTIA CEDEX 9

Téléphone : 04 95 34 20 33 le vendredi matin (nouveau numéro)

[anr.bastia@wanadoo.fr](mailto:anr.bastia@wanadoo.fr)

<https://anrhauteคอร์se.pagesperso-orange.fr>



Association reconnue d'intérêt général au service des Retraités en Haute Corse

## Bulletin 119 – février-mars 2023

### EDITO

C'est par un hommage suite à la disparition récente de notre Président d'honneur, Président du groupe de Haute-Corse de 2002 à 2013, que nous ouvrirons notre **Assemblée départementale annuelle le 30 mars à Campitello**. (voir page 6)

Noël MARTINEZ, cadre aux PTT puis à France Télécom a pris sa retraite en 1994, il a rapidement adhéré à notre association, il en est devenu le trésorier, puis le président en 2002 succédant à Jean Combaret qui lui-même assurait l'intérim après le départ d' Aimé Mariani. Il nous a quitté ce 19 janvier, il aurait eu 89 ans le 23 avril.



Noël avait créé le bulletin interne du groupe de Haute-Corse, (supplément de la revue nationale « la voix de l'ANR ») créé le 1<sup>er</sup> Avril 1999 avec pour titre « ANR-INFO » puis à partir du n°58 de juin 2009 « RETRAITE-PASSIONS » et enfin depuis le n°84 de septembre 2015 « L'AÉNAIRIEN DE HAUTE-CORSE » (pourquoi ce titre abracadabrante que beaucoup de départements nous envient ; vous trouverez la réponse dans l'article de Noël page 2, aujourd'hui nous sommes au n°119) c'est encore lui qui avait créé le site internet pour le groupe 2b... C'était un Président passionné toujours au fait des progrès de l'informatique et de la modernité.

Nous pensons beaucoup à son épouse Nanie, également adhérente active de notre groupe, nous partageons sa peine ainsi que celle de toute sa famille.

L'assemblée annuelle des membres d'une association est un moment fort, crucial pour son bon fonctionnement ; c'est aussi le moment privilégié où chaque adhérent peut donner son avis, exprimer ses attentes, proposer des modifications de fonctionnement ou des actions nouvelles à mettre en œuvre. L'éparpillement de notre territoire ne nous a pas permis de vous rencontrer aussi souvent que souhaité ; heureusement la distribution des colis de Noël nous a donné l'occasion de rendre visite à nos plus anciens.

Aujourd'hui, nous sommes à la veille de notre assemblée annuelle, la situation est devenue **très critique** pour notre groupe, plusieurs anciens nous ont quittés et de nouvelles règles compliquent le contact avec les nouveaux retraités.

Nous devons assurer la pérennité de notre association pour retrouver les liens qui nous ont réunis. Nous devons nous ouvrir sur ce monde en pleine mutation relationnelle, être des acteurs de la vie sociale, si difficile quand on est isolé. Plus que jamais assurer notre mission de défense des retraités face aux attaques toujours réelles d'un système qui ne protégerait plus suffisamment ses anciens.

Nous devons faire connaître notre association pour nous renforcer. Pour ces objectifs nous avons besoin de moyens financiers, vos cotisations sont indispensables et pour ceux qui en ont les moyens, des dons seraient les bienvenus. De part notre statut d'association reconnue d'intérêt général, les cotisations et dons peuvent être déclarés sur les déclarations de revenus avec réduction d'impôts à hauteur de 66%

En tant que président du groupe, je souhaite qu'un **maximum d'entre vous** puisse participer à cette assemblée, physiquement ou en donnant mandat à un ami. L'adage dit que l'union fait la force, soyons forts ! nous avons besoin de vous pour nous défendre tous. *Insème seremu piu forte !* **Alain RENAULT**

URGENT

## RAPPEL COTISATIONS 2023

Dès la réception de ce bulletin, vous pouvez régler votre cotisation ou adhérer au prélèvement en nous envoyant votre RIB signé avec la mention : « j'autorise l'ANR 2b à me prélever »

montant des cotisations : Avec la revue : individuel 32€ couple 46€.

Sans la revue: individuel 23€ couple 37€ ; reversion revue gratuite

(Merci à ceux qui ne souhaitent pas continuer l'aventure avec nous de nous prévenir.)

## SOUVENIRS

### L'Aénairien !

*Mais pourquoi ce titre abracadabrant ? Qui sont les « Aénairiens » ? Sont-ce des extraterrestres ou bien une peuplade encore inconnue d'un continent lointain ?*

*Pas du tout, la vérité est très simple.*

*Les Aénairiens, c'est nous, les adhérents de l'A.N.R., en Français, l'Aénaire.*

*Nous sommes les tout derniers descendants d'une race disparue, « les PTT ».*

*Nos origines sont certainement très anciennes mais actuellement nous descendons du croisement entre la carte postale, née à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et le pigeon voyageur, moyen de transmission utilisé pendant la guerre de 14.*

*Vous voyez, tout le monde ne descend pas du singe.*

*Ne cherchez pas pour autant des restes de plumage sur une quelconque partie de votre corps car nous avons tous été plumés au cours des quelques quarante années de travail obligatoire.*

*Et si nous sommes tous plus ou moins timbrés, la faute en incombe sûrement à notre ancêtre, la carte postale.*

*Vous savez maintenant qui sont les « Aénairiens ».*



Noël MARTINEZ †

## S'INFORMER

**PENSEZ A CONSULTER REGULIEREMENT NOTRE SITE INTERNET.**

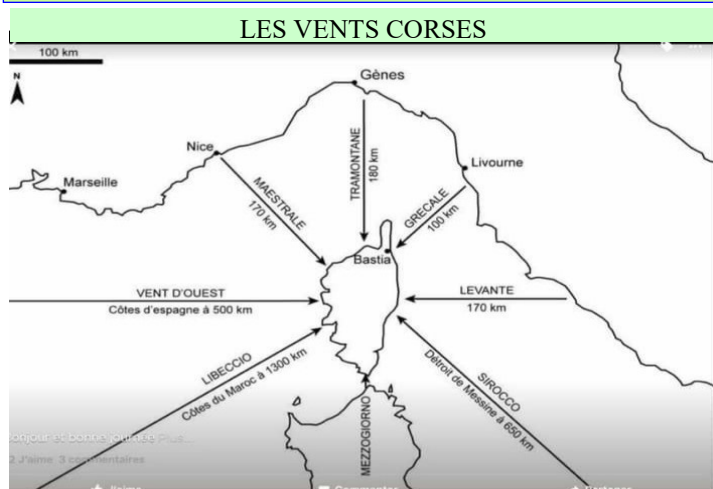
<https://anrhauteccorse.pagesperso-orange.fr>

*Début février, nous avons appris le décès de notre ami Joseph BITZBERGER de Balagne.  
Toutes nos condoléances à son épouse Mado et à la famille.*

### Retraité de la fonction publique : Comment accéder à mon bulletin de pension ?

Depuis l'an dernier, nous n'avons plus accès à notre bulletin de pension papier et nombreux sont les adhérents qui n'ont pas fait la démarche numérique. Pour accéder à votre bulletin de pension numérisé, vous devez créer un compte sécurisé personnel en accédant à l'Espace Numérique Sécurisé de l'Agent Public (ENSAP). Lorsque votre compte est créé, vous pouvez accéder à votre bulletin de pension et à d'autres services concernant la retraite comme l'attestation fiscale annuelle.

## SE DETENDRE



## S'ENTRAIDER

### VOUS N'AVEZ PAS INTERNET !

L'association peut vous venir en aide

- pour des démarches en ligne.
- pour imprimer des documents officiels.

**Contactez nous.**



## SE PROTEGER

**L'AMICALE VIE**  
**votre correspondante locale**  
**Marie Thérèse PERINI**  
**tel : 06 81 94 19 42**

**Une autre mutuelle**  
**pour les adhérents de l'ANR-CFR.**  
**MUTUALIA**  
**Correspondant : Alex NEGRONI 06 82 89 68 98**

*Alors que la réforme promise par Emmanuel Macron depuis le début du 1<sup>er</sup> quinquennat pourrait voir le jour en 2023, les partenaires sociaux et l'opposition, eux, promettent une forte contestation sociale. Si l'histoire des retraites remonte au 17<sup>e</sup> siècle, depuis 50 ans, les réformes successives des retraites enflamment le débat public.*

**04/10/1945.** A la sortie de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, la France se dote d'un système de sécurité sociale qui comprend un volet « vieillesse ». L'ordonnance du 4 octobre 1945 rend obligatoire l'assurance vieillesse par répartition pour tous les salariés dans le cadre de la sécurité sociale. Toutefois, certaines professions refuseront d'adhérer à ce régime, (Commerçant, artisans, indépendants, etc.)

**1947-1973.** Le régime de la Sécurité sociale fonctionne avec un plafond qui paraît trop bas pour les cadres, qui décident de mettre en place, en 1950, un régime complémentaire. C'est la création de l'Agirc. Pour les non cadres création de l'ARRCO en 1961. **31/12/1971.** La loi, dite Boulin, tente de perfectionner le régime général. Elle relève la durée de cotisation de 30 années à 37,5 années et le taux de liquidation passe à 50% et prend en compte les 10 meilleures années de salaire.

**26/03/1982.** Cette mesure intervient pendant un climat d'austérité. C'est l'ordonnance dite Auroux qui baisse l'âge légal de départ à la retraite à taux plein à 60 ans (plutôt que 65 ans), pour les personnes ayant compté 150 trimestres (37,5 ans)

**1993.** La loi du 22 juillet et le décret du 27 août 1993 introduisent des mesures pour le régime général. Le nombre d'années de cotisation passe de 37,5 à 40. On ne prend plus en compte les 10 meilleures années de salaire mais les 25 meilleures. Les pensions sont désormais indexées sur l'inflation et non plus sur l'augmentation des salaires.

**En novembre 1995,** « le plan Juppé » présenté par le 1<sup>er</sup> ministre provoque un tollé et le pays est paralysé par des grèves monstres. Il proposait de généraliser aux fonctionnaires et aux entreprises publiques les mesures de la réforme Balladur. Si une partie de sa réforme de la Sécurité Sociale est menée à terme, Alain Juppé finit par céder sur les retraites.

**2000.** Le gouvernement Jospin crée le Conseil d'Orientation des Retraites pour attirer l'attention des partenaires sociaux sur l'évolution de l'équilibre des régimes de retraite et sur l'évolution démographique. Le COR doit établir un diagnostic et réaliser des projections financières. Il crée aussi le Fonds de Réserve des Retraites pour faire face au « Papy-boom » qui devait atteindre 150 milliards d'€

**2007.** Le quinquennat commence avec une 1<sup>ère</sup> réforme des retraites qui concerne les régimes spécifiques des sociétés de service public (EDF, GDF, SNCF, RATP, Banque de France, etc.) ainsi que les professions à statut particulier (clercs de notaire, élus et employés parlementaires). La durée de cotisation est alignée sur celui du régime général et passe à 40 ans, puis à partir de 2017 à 41 ans.

**2010.** La réforme Woerth stoppe le principe de la retraite à 60 ans et repousse l'âge légal de départ à 62 ans. L'âge de départ à taux plein est lui aussi reculé : il devrait atteindre 67 ans en 2022.

**2014.** Cette réforme accélère l'allongement de la durée de cotisation pour l'obtention d'une retraite à taux plein pour passer à 41,5 ans. La durée de cotisation est relevée d'un trimestre tous les 3 ans de 2020 à 2035 pour atteindre 43 ans. Un compte personnel de pénibilité est instauré pour les métiers difficiles.

**2023.** Prévue durant le premier quinquennat, le régime à points initialement voulu par le gouvernement a été abandonné. Un nouveau texte de loi a été présenté au conseil des ministres le 23 janvier 2023 par Bruno Le Maire, ministre de l'économie, et par Olivier Dussopt, ministre du travail. Les grandes lignes sont : Recul de l'âge de départ de 62 à 64 ans, l'allongement de la durée de cotisation à 43 ans, la création d'une retraite minimum à 85% du Smic, un nouveau dispositif sur les carrières longues, la prise en compte de la pénibilité, ainsi que la suppression de certains régimes spéciaux, la création d'un index seniors ; l'âge d'annulation de la décote reste à 67 ans.

Quel calendrier pour l'examen de la réforme ?

Le Gouvernement a choisi de déposer le projet de retraites dans le cadre d'un Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale plutôt que de déposer un vrai projet de réforme des retraites. Le choix du Gouvernement qui enserme les débats dans un délai très court, permet de faire passer la réforme par ordonnances.

L'Assemblée nationale discute du projet en séance publique du 6 au 17 février 2023. Comme tout projet de financement de la sécurité sociale il est encadré par l'article 47-1 de la constitution. Si les députés n'adoptent pas dans les 20 jours le texte, le gouvernement pourra transmettre son texte initial au Sénat, modifié des amendements qu'il aura retenus. Le Sénat disposera de 15 jours pour le voter. Si, dans un délai de 50 jours expirant le 26 mars 2023, le parlement n'a pas définitivement adopté le projet de loi, la Constitution permet au Gouvernement de prendre une ordonnance pour mettre en œuvre la réforme. Cette disposition n'a jamais été appliquée.

## **Propriétaire d'un bien immobilier. Une nouvelle obligation de déclaration en 2023**

Tous les propriétaires sont soumis à une nouvelle obligation déclarative en 2023. Depuis le 1er janvier et jusqu'au 30 juin 2023 inclus, tous les propriétaires de biens immobiliers à usage d'habitation, particuliers et entreprises, doivent déclarer l'occupation de leurs logements sur l'espace « Gérer mes biens immobiliers » du site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr). La taxe d'habitation est supprimée pour les résidences principales à partir de 2023. Afin de déterminer précisément les propriétaires encore redevables de la taxe d'habitation (résidence secondaire, logement locatif) ou de la taxe sur les logements vacants, la Direction générale des finances publiques (DGFIP) demande à tous les propriétaires d'une résidence principale, secondaire ou d'un logement loué, d'effectuer une déclaration supplémentaire à l'administration fiscale avant le 1er juillet 2023. Si vous oubliez ce sera 150 euros d'amende !

## **Hausse des prix de l'énergie Le bouclier tarifaire prolongé**

Le bouclier tarifaire mis en place en 2021, et déjà prolongé jusqu'en décembre 2022 pour le gaz, et jusqu'au 1er février 2023 pour l'électricité, est reconduit en 2023. Annoncée par le gouvernement en septembre, cette prolongation, destinée à pallier la forte hausse des prix de l'énergie auprès des ménages et des petites entreprises, est confirmée.

La loi de finances pour 2023 prolonge une nouvelle fois le bouclier tarifaire, jusqu'au 30 juin 2023.

La hausse des tarifs est limitée à 15 % à compter du 1er janvier 2023 pour le gaz, et également à 15 % pour l'électricité à compter du 1er février 2023.

## **Livret A : taux à 3 % à partir du 1er février**

Le taux du livret A passe à 3 % à partir du 1er février 2023, son taux le plus élevé depuis 15 ans. Il avait connu une première révision à 1 % en février 2022, puis, en raison de la forte hausse de l'inflation, avait été porté à 2 % le 1er août 2022. Le Gouverneur de la Banque de France a proposé le 13 janvier 2023 au ministre de l'Économie d'ajuster le taux du livret A à 3 % et d'augmenter le taux du livret d'épargne populaire (LEP) à 6,1 %.

Alors que le livret A a connu une révision à 2 % en août 2022, son taux est porté à 3 % à partir du 1er février 2023 selon un communiqué du Gouverneur de la Banque de France du 13 janvier 2023. C'est son meilleur niveau depuis 2008 (3,7 %)

## **Passeports et cartes d'identité**

### **Un nouveau service en ligne pour trouver un rendez-vous en mairie**

Vous essayez d'obtenir un rendez-vous en mairie pour une demande ou un renouvellement de pièce d'identité ? Face à l'affluence des demandes et à l'allongement des délais depuis plusieurs mois, l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) met en place un nouveau service facilitant la prise de rendez-vous en mairie.

Pour pallier l'affluence des demandes et la difficulté des usagers à obtenir des dates de rendez-vous, l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) met à leur disposition un [moteur de recherche](#) permettant de visualiser, pour les 3 mois à venir, les rendez-vous disponibles dans un certain rayon géographique.

## **Blocage du prix du gaz et de l'électricité pour l'habitat collectif**

Le bouclier tarifaire pour l'habitat collectif, applicable en particulier aux logements sociaux et aux copropriétés, est élargi et prolongé en 2023. Il concerne désormais le gaz et l'électricité. Trois décrets publiés au Journal officiel le 31 décembre 2022 définissent les évolutions de ces dispositifs.

Face à la hausse du prix du gaz, le bouclier tarifaire sur le gaz est prolongé en 2023 pour les structures d'habitat collectif. La compensation est calculée sur la base des tarifs réglementés de vente (TRV) de gaz dont la hausse est limitée à +15 % en janvier 2023, par rapport aux niveaux de 2022.

## **Assurance téléphone**

### **Le délai de rétractation est porté à 30 jours**

Bonne nouvelle pour les acheteurs d'appareils électroménagers, électroniques et surtout de téléphones portables qui souscrivent une assurance ou une extension de garantie sans le savoir ! Le délai de rétractation des contrats d'assurance vendus en complément d'un bien ou d'un service passe de 14 à 30 jours. Le délai pour renoncer sans frais à l'assurance souscrite en même temps que l'achat du produit est doublé depuis le 1er janvier 2023



## Monoxyde de carbone

### Attention aux intoxications

Alors que les intoxications au monoxyde de carbone (gaz invisible, inodore et mortel) sont la première cause de décès par toxique en France, il convient de sensibiliser la population sur les risques liés au monoxyde de carbone et les bons gestes à adopter. Avec une centaine de décès au niveau national chaque année, le monoxyde de carbone (CO) est la première cause de mortalité par toxique en France.

Plus des trois quarts des Français équipés d'appareil de chauffage à combustion ne sont pourtant pas conscients d'avoir à leur domicile des appareils susceptibles d'émettre du CO.

### Suppression du timbre rouge

#### Comment envoyer un courrier prioritaire ?

Le timbre rouge pour envoyer une lettre prioritaire est supprimé depuis le 1er janvier 2023. Comment envoyer un courrier urgent distribué le lendemain de l'envoi ? Annoncée en juillet 2022, la suppression du timbre rouge réservé à l'envoi de lettres prioritaires est effective depuis le 1er janvier 2023.

Pour envoyer une lettre prioritaire, distribuée le lendemain de l'envoi (hors dimanches et jours fériés), vous disposez dorénavant de la « e-lettre rouge » accessible depuis le site [internet de La Poste](https://internet.laposte.fr). Vous avez la possibilité de rédiger votre lettre directement en ligne, utiliser l'un des 200 modèles de lettre proposés, télécharger un document depuis votre ordinateur ou réutiliser un brouillon enregistré dans votre compte

### « Ma Sécurité »

#### Un nouveau site dédié à la sécurité des citoyens

« La police et la gendarmerie nationales vous accompagnent dans vos démarches ». Tel est le slogan du nouveau site « Ma Sécurité ». Né de la convergence de la gendarmerie et de la police nationales, il devient le guichet numérique unique des forces de sécurité intérieure.

La gendarmerie et le site moncommissariat.fr sont désormais regroupés sur un site unique : [masecurite.gouv.fr](https://masecurite.gouv.fr). Pré-plainte, signalements, tchat, fiches conseils... vous avez la possibilité d'obtenir en quelques clics, pour des démarches non urgentes, une réponse personnalisée à votre situation.

### Le chiffre du mois : 2 500

#### « France services ». Pour un accompagnement de proximité

Effectuer une démarche administrative en ligne vous paraît un exercice périlleux ? Trouver le bon interlocuteur pour obtenir des conseils et résoudre un problème administratif vous semble complexe ? Que vous viviez en milieu urbain ou rural, à moins de 30 minutes de chez vous, vous pouvez trouver de l'aide au sein d'une maison ou d'un bus France services. Les agents des 2 500 France services vous accueillent, vous écoutent, vous informent, vous orientent et vous accompagnent. « Je préfère quand c'est vous qui faites ». Cette petite phrase résonne souvent dans les maisons ou les bus France services.

### Position de l'ANR vis-à-vis du projet gouvernemental de réforme des retraites

*Sans se prononcer sur la qualité des échanges gouvernement-partenaires sociaux, puisque les retraités n'y ont pas été conviés, l'ANR constate qu'une fois encore l'on parvient à une situation conflictuelle.*

*Sans ignorer la nécessité d'une réforme, l'ANR s'interroge sur l'utilité réelle des mesures d'âge mises en avant alors même que l'application de la loi Touraine, déjà appliquée et peut-être accélérée, aurait conduit à des résultats à peu près équivalents.*

*L'ANR regrette que le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement ne soit en fait qu'une mesure paramétrique visant officiellement à maintenir l'équilibre financier de notre système de retraite par répartition. Outre que les mesures proposées ne garantiront pas un équilibre à long terme, on ne peut qu'être circonspect devant la présentation qui en est faite. En effet celle-ci se réfère à une hypothèse parmi plusieurs étudiées par le COR, dont certaines ne démontrent pas l'urgence d'un rééquilibrage financier. Par ailleurs, en 2011, une décision politique a supprimé les sources de financement du Fonds de Réserve des retraites au motif que le régime devait être, durablement, équilibré suite à la réforme de 2010 (1). Pourquoi, les futurs retraités devraient-ils subir les conséquences d'une décision politique aussi inconséquente ? Le projet de réforme des retraites **ne traite pas non plus de certains problèmes d'équité**, comme ceux qui concernent les pensions de réversion. Il propose, certes, des améliorations pour les petites retraites mais risque en même temps d'aggraver l'écrasement de la classe moyenne. Le projet présenté ne fait par ailleurs qu'effleurer la problématique du travail des seniors, l'un des paramètres les plus susceptibles de contribuer à l'équilibre financier recherché. Enfin le projet gouvernemental ne modifie en rien le dispositif actuel conduisant à une perte constante du pouvoir d'achat des retraites.*

*Félix VEZIER Président National de l'ANR*

(1) la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité sociale pour 2011, avait, **dans le cadre de l'équilibre du financement de la réforme des retraites**, prévu un versement annuel de 2,1 milliards d'euros de 2011 à 2024 en faveur de la CADES, soit un versement total de **29,4 milliards d'euros fin 2024**.

# Assemblée départementale du 30 mars 2023



CONVOCATION

Les membres du comité de Haute-Corse ont le plaisir de vous inviter à l'assemblée Départementale 2023.

Ordre du jour

Accueil et mot de bienvenue.

Rapport moral du Président du groupe : Alain RENAUT.

Rapports d'Activité 2022 : André SUSINI.

Rapport financier 2022 : Danièle PIOVESANA.

Rapport du contrôleur aux comptes et vote.

Intervention de l'ambassadrice de l'Amicale Vie : Marie-Thérèse PERINI.

Intervention du délégué régional : Daniel HERNANDEZ.

Votes sur les rapports.

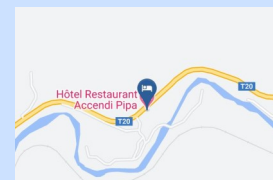
Appel à candidature au Comité et vote.

Nos objectifs.

Echanges avec les participants.

APERITIF (offert par le bureau)

REPAS



**VENEZ NOMBREUX**, nous avons besoin de votre soutien.

Participation à l'assemblée : adhérents à l'ANR : **20 €** extérieurs à l'ANR : **30 €**  
INSCRIPTION A RETOURNER dès réception (**avant le 17 mars**) avec votre chèque à notre adresse à Bastia ou par téléphone au n° : 06 86 37 73 45 ou 06 82 05 88 71.

NOM :

Prénom :

NOM :

Prénom :

Nombre de convives :

Choix du plat principal : ☐ Sanglier ☐ Sauté de veau

☐ Ne peux pas participer à l'assemblée, mais donne pouvoir à ..... pour me représenter.

Prénom, Nom :

signature :

**IMPORTANT : Les adhérents désireux de participer au comité sont priés de se faire connaître, soit sur le coupon détachable, soit le jour de l'Assemblée.**

Désire participer au fonctionnement de l'association : OUI ☐ NON ☐